Un avenir en commun : les banques publiques de développement doivent donner la priorité aux personnes et à la planète

- **À l'occasion du sommet Finance en Commun, plus de 320 organisations de la société civile ont signé une déclaration commune exhortant les banques publiques de développement à transformer leurs modèles de financement.**

- **En tant que société civile, nous appelons à un désinvestissement radical des banques publiques de développement dans les combustibles fossiles. Les droits de l'homme, la protection de la biodiversité et un environnement favorable à la société civile doivent être prioritaires.**

Paris, 9 novembre 2020 - Les organisations de la société civile demandent aux banques publiques de développement de placer les communautés et l'environnement au centre, plutôt qu'à la périphérie du développement.

Pour la première fois dans l'Histoire, plus de 400 institutions financières publiques se réuniront à Paris cette semaine à l'occasion du sommet Finance en Commun. Deux sujets cruciaux sont à l'ordre du jour : comment dépenser des billions de dollars d'argent public pour la relance économique post-COVID, et comment le faire pour atteindre le développement durable et les objectifs climatiques.

Une déclaration commune signée par plus de 300 organisations de la société civile appelle les banques publiques de développement à consacrer leurs ressources financières considérables et leur influence à la construction d'un avenir juste, équitable, inclusif et durable pour tous.

En vertu de leur mandat public, les banques publiques de développement ont une grande responsabilité dans la garantie que le progrès profite aux communautés. Nous avons atteint un point de basculement où non seulement les modèles de développement doivent être profondément transformés, mais où la dynamique du pouvoir doit également être modifiée. Une crise de confiance profonde peut être ressentie. Trop de communautés ont été laissées pour compte par les institutions financières et sont devenues les victimes, plutôt que les bénéficiaires, des projets de développement.

C'est pourquoi les organisations de la société civile du monde entier ont construit de nouveaux ponts de solidarité et ont élaboré un message commun. Nous demandons aux banques de développement de cesser de financer des projets de combustibles fossiles, de placer les droits humains au coeur de leurs actions et de s'assurer que la société civile joue un rôle significatif entre les institutions et les communautés. Le monde semble de plus en plus sens dessus dessous, encourageons à un changement de pouvoir dans lequel les communautés du monde entier seront les protagonistes de leurs propres histoires de développement.

"*Comment peut-on vraiment qualifier de développement un modèle qui tend à privilégier les intérêts financiers et la croissance économique au détriment du bien-être humain et planétaire ? Nous avons les esprits et les ressources nécessaires pour nous éloigner du paradigme économique dominant, axé sur la croissance, et le remplacer par des économies socio-écologiques robustes, justes, éthiques et équitables*", déclare **Iara Pietricovsky**, **présidente de Forus International**, qui représentera la société civile au sommet Finance in Common.

"*Les institutions financières publiques doivent être les premières à prendre en charge la transition énergétique dont nous avons tous besoin. Les banques de développement ont le pouvoir d'adopter des politiques et d'orienter les fonds vers une reprise juste. Cela ne sera pas possible sans leur leadership et elles sont à la traîne. En particulier en pleine urgence sanitaire et économique, l'argent public doit être utilisé pour renforcer les solutions existantes qui créeront de nouveaux emplois et soutiendront les personnes les plus touchées. Les institutions financières publiques sont redevables à la planète et aux citoyens. Après tout, il s'agit de notre argent, et ce qu'elles en font détermine nos vies et notre avenir*", déclare **Clémence Dubois, responsable de l'équipe française de 350.org**.

Alors que le monde est confronté aux crises sanitaires, sociales et économiques les plus graves depuis un siècle, les banques publiques de développement doivent augmenter financing et soutenir fermement un allègement de la dette post-Covid-19.

Un changement doit intervenir dans la manière dont le développement est conçu et mis en œuvre. Personne ne doit devenir "invisible" ou être "muet" au nom des projets de développement. Cela inclut les peuples indigènes, les activistes environnementaux et les défenseurs des droits de l'homme. Les politiques et les pratiques doivent tenir compte des spécificités de chaque sexe et exclure toute discrimination à l'égard des minorités sexuelles et de genre. Enfin, tous les financements doivent être à l'épreuve du climat. Malgré les progrès récents, des politiques plus fortes et plus cohérentes doivent être adoptées pour ralentir la perte de biodiversité et protéger les écosystèmes sensibles et critiques.

En tant que société civile, nous pensons que la réalisation des Objectifs de Développement Durable, la limitation du réchauffement climatique à 1,5 °C par la mise en œuvre intégrale de l'accord de Paris et la protection de la nature devraient être les principaux moteurs de l'action au cours de la prochaine décennie. Les banques publiques de développement peuvent donner l'exemple en veillant à ce que le développement soit inclusif, transparent, propre et, par-dessus tout, qu'il soit quelque chose dans lequel nous pouvons tous nous reconnaître.

NOTE AUX ÉDITEURS

Pour toute information complémentaire ou demande d'interview, veuillez contacter : bibbi.abruzzini@forus-international.org

Forus International est un réseau mondial d'organisations de la société civile qui promeut des changements politiques, économiques et sociaux transformateurs afin de parvenir à un monde équitable et durable pour tous.

Le sommet **Finance En Commun**, qui aura lieu les 11 et 12 novembre 2020, soulignera le rôle crucial des banques publiques de développement (BDP) pour concilier les réponses anticycliques à court terme et les mesures de relance durable qui auront un impact à long terme sur la planète et les sociétés.